



Le Brésil de Bolsonaro et les relations internationales

Par [Romain Migus](#)

Mondialisation.ca, 06 novembre 2018

romainmigus.info / RT France

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Analyses: [Élections Amérique latine](#)

Ca y est. «Ele foi eleito presidente». Il est élu. Lui, c'est Jair Messias Bolsonaro, le [nouveau président du Brésil](#). Ces derniers jours, impossible d'échapper aux différents commentaires – [généralement d'indignation](#) – qui accompagnent le résultat des élections présidentielles dans la 8e puissance mondiale.

Cette effervescence médiatique autour du nouveau président brésilien s'explique par deux phénomènes. D'une part, elle est en partie motivée par la déferlante actuelle de nouveaux acteurs populistes conservateurs sur la scène politique occidentale. [Jair Bolsonaro](#) viendrait en effet confirmer une tendance actuelle à la contestation apparente d'un ordre politique qui allait de soi, il y a encore quelques années.

D'autre part, le retentissement de l'élection de cet homme politique, aux déclarations aussi violentes que controversées, est aussi dû au poids que représente ce pays-continent au niveau international. Or qu'en est-il vraiment ? La marche du monde va-t-elle être bouleversée par l'accession au pouvoir de Jair Bolsonaro ?

Que change l'arrivée de Jair Bolsonaro au pouvoir ?

Durant la première décennie du XXIe siècle, l'Amérique Latine s'était dotée d'organismes supranationaux dont le but était de renforcer l'intégration et la coopération entre les pays latino-américains. Une vision indépendante qui permettait de bâtir des solutions communes hors de l'ingérence de Washington. La construction d'un monde multipolaire, et l'édification d'une diplomatie Sud-Sud visant à l'élaboration de politiques conjointes en matière de finances, de développement, d'agriculture, d'énergie et de commerce, ont été l'horizon commun de la plupart des pays latino-américains durant la décennie précédente. Durant cette période, le Brésil de Lula a joué un rôle prépondérant dans la construction de l'Union des nations sud-américaines (Unasur), de la Communauté d'Etats latino-américains et caribéens (Celac), ou encore du forum bi-régional Amérique du Sud-Afrique (ASA), qui regroupait 55 pays d'Afrique et 12 d'Amérique du Sud.

Ce panorama régional était déjà largement écorné avant l'élection de Jair Bolsonaro. Sous les coups de butoir d'une droite décomplexée, qui a rongé son frein pendant une décennie, l'Unasur traverse une crise sans précédent. Six pays sur les douze qui la composent (dont le Brésil) ont fait connaître leur souhait de suspendre leur participation à cet organisme (1). Quand au Forum ASA, il est au point mort et n'a plus tenu de réunion plénière depuis 2013.

Comment en est-on arrivé là ? Les raisons sont avant tout politiques. L'arrivée au pouvoir de

plusieurs gouvernements de droite a changé la donne. Ces gouvernements, dont la ligne politico-économique renoue avec le néolibéralisme, préfèrent établir des traités économiques bilatéraux ou des accords commerciaux régionaux – comme l'Alliance du Pacifique rassemblant le Chili, le Pérou, la Colombie et le Mexique – plutôt que de parier sur la coopération comme moteur du développement régional. Jair Bolsonaro s'insère dans cette dynamique et il y a fort à parier que son élection mettra un coup d'arrêt aux organismes de coopération régionale, ainsi qu'à la dynamique des relations Sud-Sud.

Même s'il existe, pour l'instant, plus d'indices que de propositions programmatiques chez le nouveau président brésilien, on peut d'ores et déjà déceler une certaine cohérence entre son programme économique ultra-libéral et sa vision internationale. Tout comme il rejette toute régulation de l'économie par les secteurs étatiques, il n'acceptera aucune contrainte internationale qui pourrait aller à l'encontre de la réalisation de son projet politique.

Ce qui est choquant n'est pas tant la réaffirmation de la souveraineté brésilienne sur les 3/5e de la forêt amazonienne, que son projet politique et économique aux antipodes des préoccupations écologiques internationales

C'est dans cette optique qu'il faut comprendre sa position par rapport à l'Accord de Paris. Jair Bolsonaro a réaffirmé qu'il n'en sortirait pas à la condition qu'aucune contrainte écologique extérieure n'entrave son projet de développement de l'agro-industrie, de l'élevage intensif et de l'industrie minière dans la région amazonienne.

Ce qui est choquant n'est pas tant la réaffirmation de la souveraineté brésilienne sur les 3/5e de la forêt amazonienne, que son projet politique et économique aux antipodes des préoccupations écologiques internationales (2). Le futur nous dira qui gagnera ce bras de fer. L'Accord de Paris résistera-t-il à la sortie du Brésil après celle des Etats-Unis ? Ou tout sera-t-il fait pour éviter une sortie du géant sud-américain ? La réponse semble déjà faire partie de la question.

Les positions de Jair Bolsonaro nous rappellent surtout qu'aucun traité ou organisme international ne réussit à s'imposer aux choix politiques et économiques d'une nation souveraine, si détestables qu'ils puissent nous paraître.

Il en a été de même par le passé lorsque les gouvernements de gauche d'Amérique latine ont fait capoter [l'Accord de libre-échange pour les Amériques](#) (3) ou lorsque le Venezuela décida de se retirer de la Communauté andine des nations, sans que le ciel ne lui tombe sur la tête. En dernier lieu, le depositaire de la souveraineté reste le peuple et son expression électorale. A moins de remettre en cause le principe de démocratie représentative, mais ceci est un autre sujet.

Relations ambiguës avec la Chine

Quelle peut être la marge de manœuvre du nouveau président brésilien face à la Chine ? Durant sa campagne, Jair Bolsonaro a multiplié les déclarations hostiles et provocantes contre la grande nation asiatique. Sa volonté de s'aligner sur la diplomatie de Washington pourrait laisser penser qu'un virage diplomatique drastique pourrait être opéré.

Les relations de Brasilia avec Beijing devront se faire sous l'angle du pragmatisme économique et non de l'idéologie

Néanmoins, la réalité des liens entre la Chine et le Brésil devrait pousser le nouveau chef

d'Etat à une position plus pragmatique, surtout à court et moyen terme, le mandat présidentiel ne durant que quatre ans. En effet, 54 milliards de dollars ont été investis par les Chinois sur une centaine de projets de 2003 à 2018. Le gouvernement non élu de Michel Temer, peu suspect de sympathie pour le communisme ou le monde multipolaire a, sur la seule année 2017, porté les investissements du géant asiatique à 10,8 milliards de dollars. Ni les Etats-Unis, ni l'Europe n'étant en mesure de constituer une alternative crédible à cet investissement massif, les relations de Brasilia avec Beijing devront se faire sous l'angle du pragmatisme économique et non de l'idéologie.

Même si le Brésil pourra restreindre certains investissements chinois, tourner le dos aux Brics (4) ou à la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, dont le Brésil fait partie, reste peu probable sinon suicidaire pour son économie. De même, il ne semble pas vraisemblable que le Brésil s'isole du projet de *Nouvelle route de la soie* en Amérique Latine, négocié au sein du Forum Celac-Chine, laissant ainsi des concurrents régionaux profiter des avantages tirés de tels accords.

Qui plus est, si les exportations brésiliennes vers la Chine représentaient à peine 2% avant l'arrivée de Lula au pouvoir, elles totalisent en 2018, 26% du total des exportations, principalement dans le domaine de l'agro-business, l'un des piliers du soutien au nouveau président brésilien. Si le Brésil est en droit de diversifier les pays où il exporte, via l'accord Union européenne-Mercosur, par exemple, le marché chinois apporte un débouché bien plus sûr et stable pour ses produits que ne pourrait l'être l'Europe ou les Etats-Unis, régions du monde où commence à s'agiter l'étendard du protectionnisme économique.

Le Venezuela

L'un des thèmes récurrents de la campagne de Bolsonaro a été le Venezuela. Rien d'étonnant. Depuis quelques années, le pays bolivarien s'invite en *guest-star* de nombreux processus électoraux à travers le monde. Du Chili à l'Espagne en passant par l'Argentine, la France et même les Etats-Unis, une campagne électorale ne semble pas être aboutie sans qu'une référence au modèle chaviste soit utilisée par les candidats de droite pour stigmatiser leurs adversaires politiques.

Jair Bolsonaro n'a pas fait exception à cette règle, vociférant tout au long de la campagne qu'il mettrait tout en œuvre pour que «le Brésil ne devienne pas un autre Venezuela». Nul doute que le nouveau président brésilien augmentera la pression politique et diplomatique contre son voisin. [L'échange téléphonique entre Mike Pompeo](#) et le nouveau président du Brésil au lendemain de son élection va dans ce sens. Le secrétaire d'Etat étasunien ayant évoqué une nécessaire coordination entre les deux pays sur la question du Venezuela.

Le Venezuela deviendra un argument de change dans les relations qu'entretiendra Jair Bolsonaro et son équipe avec l'administration Trump, fervent opposant au gouvernement de Nicolas Maduro

Dans ce contexte, comment interpréter les déclarations de certains proches du nouveau président ? Son fils Eduardo, ainsi que le général Augusto Heleno y Luiz Philippe de Orleans, pressentis pour occuper respectivement le ministère de la Défense et celui des Affaires étrangères ont laissé entendre qu'une intervention militaire contre le pays bolivarien n'était pas à exclure. Si [Jair Bolsonaro s'est lui même défendu de toute aventure guerrière](#), il paraît évident que le Venezuela deviendra un argument de change dans les relations qu'entretiendront Jair Bolsonaro et son équipe avec l'administration Trump, fervent

opposant au gouvernement de Nicolas Maduro.

Il faut aussi se rappeler que l'Etat du Roraima, frontalier avec le Venezuela, est alimenté en électricité par le pays bolivarien. Dans un conflit aggravé, le Venezuela disposerait donc de la possibilité de rationner cet approvisionnement et de générer une situation chaotique dans un Etat désormais gouverné par Antonio Denarium, un partisan du président élu (5).

Une intervention du Brésil en terres boliviennes aurait des répercussions sur tout le continent. Non seulement le Venezuela compte sur des soutiens diplomatiques ou militaires de poids (russes, chinois et cubains) mais la nouvelle doctrine militaire de ce pays, élaborée dès 2005, mise sur une stratégie adaptée aux conflits non conventionnels et à la guerre de quatrième génération.

Agresser le Venezuela reviendrait à créer une poudrière régionale et un borbier militaire qui s'étendrait sur plusieurs années. Pas sûr que le Brésil sorte vainqueur d'un tel affrontement ni que Bolsonaro y gagne en popularité.

Israël et le Proche Orient

Jair Bolsonaro entretient [des liens politiques et religieux très fort avec Israël](#) et s'est même fait baptiser dans les eaux du Jourdain. Il a plusieurs fois rappelé son attachement à la «démocratie israélienne» qu'il considère comme un exemple à suivre. Ce faisant, il se démarque de la politique extérieure du PT qui avait reconnu l'Etat de Palestine et rappelé son ambassadeur en Israël pour protester contre l'opération Bordure Protectrice en 2014.

De la même manière, le gouvernement de Dilma Rouseff s'était opposé à la nomination de Dani Dayan comme ambassadeur de Tel Aviv au Brésil. Motif invoqué : alors que le gouvernement brésilien dénonçait l'occupation de la Palestine, Dani Dayan, membre du parti extrémiste Foyer Juif, et ancien président du conseil de Yesha, qui représente les intérêts des colons israéliens, pouvait perturber les relations entre les deux pays. Une campagne de soutien au diplomate israélien avait été orchestré par la députée Geovania da Sé, membre du [groupe parlementaire évangéliste à l'assemblée brésilienne](#), groupe parlementaire qui comptait parmi ses membres un certain Jair Bolsonaro (6).

Le « nationaliste » Bolsonaro au cours d'un discours

Suivant le mouvement initié par Donald Trump, [ce dernier a annoncé le transfert de l'ambassade brésilienne à Jérusalem](#) et a promis de fermer l'ambassade de l'Etat Palestinien, ouverte en 2016 en déclarant : «La Palestine est-elle un pays ? La Palestine n'est pas un pays, donc elle ne devrait pas avoir d'ambassade ici».

Le Brésil de Bolsonaro deviendra sans aucun doute l'un des soutiens majeurs de la politique israélienne au Proche-Orient et développera certainement des partenariats rapprochés avec l'Etat d'Israël.

Bolsonaro au-delà des maux

Le tournant géopolitique que représente l'élection de Jair Bolsonaro doit se comprendre dans son contexte régional. La direction géopolitique que prendra la nouvelle équipe dirigeante devrait peu différer de celle déjà en vigueur dans les pays latino-américains dirigés par des gouvernements néo-libéraux. En cela, il renforcera cette tendance, qui s'inscrit désormais comme un virage continental qui balaie les politiques et les avancées

réalisées par les gouvernements post-libéraux du début du siècle.

Au-delà des mots et des maux, l'alignement sur les politiques de Washington dans la région, et un certain pragmatisme par rapport à la Chine, caractériseront sûrement le mandat du nouveau président brésilien, qui, pour mettre en œuvre sa politique autoritaire sur le plan intérieur ne pourra se payer le luxe d'être isolé diplomatiquement.

Romain Migus

Article initialement paru sur le site de [RT France](#)

Notes:

(1) Les pays suivants ont exprimé leur souhait de suspendre leur participation à Unasur: L'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Pérou, et le Paraguay. Notons que le président équatorien a décidé de porter un sérieux coup d'arrêt à l'organisme d'intégration en décidant de récupérer ses installations situées dans la banlieue de Quito.

(2) La France dispose du 2e espace maritime au monde (Zone économique exclusive). L'écosystème dans ce territoire français est aussi d'une richesse inestimable. Doit-on pour autant renoncer à notre souveraineté sur cette zone en raison des intérêts écologiques internationaux qui en découle?

(3) La Zone de Libre Échange entre les Amériques était un projet de libéralisation des économies et de dollarisation du continent. Principalement porté par les Etats-Unis, il fut mis en déroute grâce à l'action conjointe des gouvernements progressistes dans la région. Voir Telesur, "América Latina, a 12 años de la derrota del Alca", 05/11/2017, <https://www.telesurtv.net/news/10-anos-del-NO-al-ALCA-20151102-0028.html>

(4) Le siège pour les Amériques de la Banque de Développement des Brics a récemment été ouverte à Brasilia par le gouvernement de droite -non élu- de Michel Temer

(5) Une intrusion armée, sous le prétexte d'une guerre humanitaire, pourrait être le prétexte pour prendre le contrôle des centrales hydro-électriques vénézuéliennes, situées juste de l'autre côté de la frontière.

(6) Voir Romain Migus, "La agenda secreta de Israel en América Latina", *Venezuela en Vivo*, 30/04/2016, <https://www.romainmigus.info/2017/11/la-agenda-secreta-de-israel-en-america.html>

La source originale de cet article est [romainmigus.info / RT France](#)

Copyright © [Romain Migus](#), [romainmigus.info / RT France](#), 2018

Articles Par : [Romain Migus](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits

d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca